



## Agir à la DGFIP : demain il sera trop tard !

Vos représentants considèrent que la situation de la DGFIP est grave et alertent sur l'ampleur des restructurations en cours dans le réseau et sur leurs conséquences.

Avec les suppressions d'emplois envisagées pour 2016, c'est déjà près d'un emploi sur quatre qui a été détruit en 15 ans aux finances publiques. Rien ne semble indiquer que cette hémorragie cesse un jour. De surcroît, la Cour des Comptes vient de faire savoir qu'il conviendrait de supprimer plus d'un fonctionnaire sur deux et de remettre en cause la réduction du temps de travail.

Alors même que les gouvernements successifs affichent la lutte contre la fraude fiscale et le contrôle de l'usage de l'argent public comme des priorités, les décisions arbitraires de suppressions continues des emplois nécessaires compromettent durablement l'exercice des missions.

- **Ne pas réagir, c'est permettre** le démantèlement d'encre plus de sites DGFIP. N'attendons pas d'être directement concerné pour agir,
- **Ne pas réagir, c'est cautionner** la destruction de nos services, de nos emplois et à terme de la cohésion sociale,
- **Ne pas réagir, c'est admettre** implicitement la remise en cause de nos statuts particuliers, premier pas vers la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée,
- **Ne pas réagir, c'est aussi accepter** de nouvelles dégradations de la qualité du service et de nos conditions de travail.

Seule notre mobilisation pourra stopper ce rouleau compresseur qui frappe toutes les missions, tous les postes ou services de notre administration et ainsi inverser la tendance.

**Rejoignez-nous le 12 octobre à 12h  
Place FOCH devant la direction !**